

Convention collective interrégionale

**IDCC : 172. – INDUSTRIE DU BOIS DE PIN MARITIME
EN FORÊT DE GASCOGNE
(29 mars 1956)**

(Etendue par arrêté du 6 septembre 1956,
Journal officiel du 5 octobre 1956)

AVENANT N° 1 DU 13 OCTOBRE 2016

À L'ACCORD DU 1^{ER} JUILLET 2014 RELATIF À LA RÉACTUALISATION DE LA CONVENTION

NOR : ASET1750027M
IDCC : 172

Entre
UIRPM
FIBA

D'une part, et
BATIMAT-TP CFTC
FNCB CFDT
FG FO construction

D'autre part,
il a été convenu et décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

Les organisations syndicales professionnelles et les organisations syndicales de salariés de la convention collective de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne conviennent de modifier l'article 32.1 de l'accord du 1^{er} juillet 2014 relatif à la réactualisation de la convention collective de l'industrie du bois de pin maritime en forêt de Gascogne, comme suit :

« Article 32.1

Ouvriers

La durée d'indemnisation du salarié pendant son arrêt de travail varie suivant son ancienneté et suivant la durée de l'absence. Pendant une première période de 30 jours, le salarié perçoit 90 % de sa rémunération brute, puis les 30 jours suivants il perçoit les 2/3 de cette rémunération.

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNISATION PAR PÉRIODE DE 12 MOIS ⁽¹⁾			
	Point de départ		Durée	
	Accident du travail, accident de trajet et maladie professionnelle	Maladie	A 90 % du salaire brut	A 66,66 % du salaire brut
1 à 6	1 ^{er} jour	6 ^e jour	30 jours	30 jours
6 à 11	1 ^{er} jour	6 ^e jour	40 jours	40 jours

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNISATION PAR PÉRIODE DE 12 MOIS ⁽¹⁾			
	Point de départ		Durée	
	Accident du travail, accident de trajet et maladie professionnelle	Maladie	A 90 % du salaire brut	A 66,66 % du salaire brut
11 à 16	1 ^{er} jour	6 ^e jour	50 jours	50 jours
16 à 21	1 ^{er} jour	6 ^e jour	60 jours	60 jours
21 à 26	1 ^{er} jour	6 ^e jour	70 jours	70 jours
26 à 31	1 ^{er} jour	6 ^e jour	80 jours	80 jours
31 et plus	1 ^{er} jour	6 ^e jour	90 jours	90 jours

(1) Les indemnités de la sécurité sociale et des régimes de prévoyance se déduisent de cette garantie de rémunération.

Conformément aux dispositions légales relatives à l'indemnisation due par l'employeur en cas de maladie, la rémunération partiellement maintenue en cas de maladie ou d'accident s'entend de la rémunération brute que le salarié aurait gagnée s'il avait continué à travailler.

Ces garanties ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler. »

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent avenant auprès des services compétents du ministère du travail et au greffe du conseil des prud'hommes en confiant les démarches aux fédérations d'employeurs signataires.

Elles conviennent de demander l'extension et confient aux fédérations d'employeurs signataires de faire les démarches nécessaires à l'extension dans les meilleurs délais après signatures.

Article 4

Durée de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Adhésion

Toute organisation professionnelle ou syndicale peut adhérer ultérieurement au présent avenant dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Article 6

Dénonciation, révision

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant pourra être dénoncé en respectant un préavis de 3 mois et sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai d'un an à compter de la fin du préavis.

Fait à Gradignan, le 13 octobre 2016.

(Suivent les signatures.)